

## COMMUNIQUÉ URGENT

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a été informé de l'arrestation, ce matin à l'aube, de Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, accusé « d'apologie du terrorisme ». Il est actuellement en garde-à-vue au commissariat central de Lille. En cause, selon l'UD CGT : « *un communiqué de l'UD appelant à la paix en Palestine* ».

Le POID s'élève contre cette atteinte grave aux libertés syndicales et démocratiques, et s'associe à toutes celles et tous ceux qui demandent la levée immédiate de la garde à vue et la libération de Jean-Paul Delescaut.

Le POID proteste plus généralement contre les innombrables atteintes au droit de manifester et à la liberté d'expression portées par le gouvernement Macron-Darmanin à l'encontre de tous ceux – syndicats, partis, associations, militants, élus, citoyens – qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien.

Informé qu'un rassemblement est convoqué par plusieurs organisations à **Paris, dimanche 22 octobre à 15 heures, place de la République**, en particulier pour « *la levée immédiate du siège inhumain imposé à la population de Gaza* » et pour « *l'arrêt des opérations militaires contre la Bande de Gaza* »,

le POID appelle l'ensemble de ses adhérents à y participer, sur les mots d'ordre :

**« ARRÊT DES BOMBARDEMENTS !  
LEVÉE DU BLOCUS !  
NON À UNE DEUXIÈME NAKBA ! »**

Montreuil, le 20 octobre 2023, 10h30

# Empêcher la deuxième Nakba\*

Éditorial de *La Tribune des travailleurs* n°411, 18 octobre 2023

À l'heure où ces lignes sont rédigées, les médias annoncent comme imminente l'intervention militaire israélienne à Gaza. Pure hypocrisie : l'intervention a déjà commencé, provoquant en une semaine plus de 3 000 morts, principalement civiles (particulièrement des enfants), l'exode de près d'un million d'habitants dans des conditions effroyables, la destruction de milliers d'habitations. Le siège de Gaza a déjà des conséquences incalculables sur l'état sanitaire, physique et psychologique d'une population privée de tout. Seule incertitude : quand la deuxième phase de l'intervention commencera, combien de milliers de vies supplémentaires détruites ? Que restera-t-il de Gaza ?

Il est remarquable que la perspective de ce génocide annoncé émeuve assez peu les grands de ce monde. Certes, un couloir humanitaire est envisagé pour essayer de faire parvenir un peu d'alimentation à la population ; certes, Biden se rend en Israël pour, selon la presse, essayer de calmer les ardeurs meurtrières de Netanyahu. Les uns et les autres sont motivés par des préoccupations d'ordre « stratégique » : accompagner l'offensive militaire de Netanyahu, mais en évitant un embrasement généralisé qui leur échapperait.

Quant au sort du peuple palestinien, qui s'en soucie ?

On objectera que le Hamas, le 7 octobre, a tué 1 400 Israéliens, en majorité des civils. C'est vrai. Nous l'avons écrit, nous le répétons : nous avons autant de raisons de pleurer le jeune civil israélien fauché par le Hamas le 7 octobre que l'enfant palestinien écrasé sous les bombes à Gaza. Mais en quoi le fait d'ajouter des milliers ou des dizaines de milliers de victimes supplémentaires à cette addition morbide rapprochera-t-il de la paix ? En rien. Bien au contraire.

Ce qui a commencé ces derniers jours à Gaza porte un nom : c'est la deuxième Nakba. La première Nakba, en 1948, a jeté sur les routes de l'exil 800 000 Palestiniens qui n'ont jamais pu revenir dans leur foyer. Aujourd'hui, en 2023, un million de Palestiniens, pour la plupart issus des familles chassées par la première Nakba et réfugiés à Gaza parce que toutes les autres portes leur ont été fermées, ont pris la route de l'exode.

Depuis soixante-quinze ans, le refus de reconnaître l'existence d'un peuple palestinien et de ses droits a nourri toutes les étapes sanglantes de ce que la presse appelle « le conflit israélo-palestinien ». Sur un plan historique, le massacre du 7 octobre 2023 est une conséquence différée de la Nakba de 1948. C'est là un fait objectif. Le constater ne signifie pas justifier ces événements ni approuver la politique du Hamas.

D'où découle une interrogation : quelles nouvelles tragédies sanglantes préparerait une deuxième Nakba en 2023 ?

De cela, Netanyahu n'a cure. La logique de l'extrême droite sioniste est d'aller toujours plus loin : si elle pouvait se débarrasser définitivement du peuple palestinien, elle n'hésiterait pas. Mais le peuple palestinien existe. Il a le droit de vivre à l'égal de tous les peuples de la région.

Tous, juifs ou arabes, devraient pouvoir vivre dans une société à l'abri des massacres, des expulsions arbitraires et des discriminations, dans un État qui reconnaisse les droits égaux de tous sans distinction.

Pour cela, il faut arrêter le bras meurtrier de Netanyahu, imposer l'arrêt des bombardements et la levée du blocus. L'intérêt commun de tous les habitants de la région, juifs et arabes, est d'empêcher la nouvelle Nakba.

Daniel Gluckstein

\* Nakba : « la catastrophe » en arabe, terme par lequel les Palestiniens désignent leur expulsion en 1948.